



Déclaration commune

Après la présentation d'un bilan sur la classification actuelle, en novembre 2018, l'employeur n'a cessé de dérouler, réunion après réunion, son projet de classification.

Les Fédérations CGT, FO et CFDT sont unanimes, sur le fait que ces réunions dites de « négociation » sont, en réalité, des réunions d'information qui ne tiennent pas compte des propositions avancées par ces mêmes organisations syndicales.

On assiste à un véritable simulacre de négociation. Alors que nous arrivons à la fin du 1^{er} semestre, rien ne présage d'une avancée significative, sur ce dossier, qui réponde aux attentes du personnel. C'est inacceptable !

Dans ce jeu de dupe, l'employeur cherche en fait à imposer son projet par la réalisation d'un tour de passe-passe, en nous proposant lors de la dernière séance, de renforcer l'individualisation des salaires en supprimant les points d'expérience.

Comment peut-on envisager, sérieusement, de remettre en cause la seule mesure automatique qui permette, encore, aux salariés d'avoir une revalorisation salariale tous les ans ?

Les organisations syndicales CGT, FO et CFDT revendiquent le maintien, la revalorisation et le déplafonnement des points d'expérience.

Clou du spectacle, alors que les Fédérations CGT, FO et CFDT sont favorables aux emplois-repères, dans le projet de l'employeur, ils ne concernent que 65 % des salariés. Il est inadmissible que 35 % des emplois sur la nouvelle grille soient à la main des employeurs locaux. Cela accentue les iniquités. Au demeurant, on peut s'interroger sur les véritables motivations de l'employeur concernant le rétablissement d'emplois repères alors qu'antérieurement il les avait lui-même supprimés.

De mémoire, les Fédérations CGT, FO et CFDT n'ont jamais vu une négociation « classification » se dérouler en 4 mois et 5 réunions, avec un clap de fin souhaité par l'UCANSS, en septembre 2019.

Les Fédérations CGT, FO et CFDT refusent de se laisser enfermer dans un calendrier contraint, insensé et chimérique.

D'autre part, les Fédérations CGT, CFDT et FO estiment que l'enveloppe dédiée n'est pas suffisante pour une classification à la hauteur de l'engagement des salariés et demandent par conséquent de réels moyens pour une véritable négociation.

Ce n'est pas un financement à hauteur de 1.1 % de RMPP sur 4 ans, qui va répondre à leurs attentes.

Les salariés de l'institution attendent d'une nouvelle classification, un véritable déroulement de carrière avec la reconnaissance des compétences, des qualifications et des diplômes.

Les Fédérations CGT, FO et CFDT demandent à l'UCANSS de retirer son projet et d'ouvrir, enfin, une négociation loyale avec un calendrier ouvert et une enveloppe supplémentaire permettant des mesures collectives.

Paris, le 27 mai 2019